

# La voix de l'opposition de gauche

**Le 7 novembre 2017**

## CAUSERIE

■ [Causerie au format pdf](#)

## Dossier Espagne

Catalogne : entre mirage et réalités par Alex Anfruns Investig'Action - 25 Octobre 2017  
<https://www.investigaction.net/fr/catalogne-entre-mirage-et-realites>

Article apparemment rédigé par un partisan de Podemos... Il comporte beaucoup d'approximations comme dans tous les articles que j'ai lus ces dernières semaines.

### **Tendance Claire du NPA.**

Solidarité avec la République catalane contre le putsch de Rajoy ! Seule la mobilisation des travailleurs/ses peut imposer l'indépendance ! Pour une république socialiste catalane ! par Gaston Lefranc - 1 novembre 2017

Je ne reproduirai pas ce long article que vous pouvez lire si cela vous intéresse sur leur blog. J'ai simplement constaté qu'il n'avait pas évoqué les travailleurs du reste de l'Espagne, hormis une fois entre parenthèses. Cela laisse pensif, n'est-ce pas ?

Nous sommes habitués du fait et ils ne sont pas les seuls à ignorer l'existence de l'immense majorité des travailleurs (en France ou ailleurs). Chaque fois qu'ils analysent des résultats électoraux (de référendums) ou des mouvements sociaux, il faut absolument qu'ils en fournissent une signification politique qui ne correspond pas à la réalité, en se livrant à des extrapolations sans consistance sous la forme de développements improbable ou qui ne se réaliseront pas. Ils prétendent ainsi fournir une perspective politique aux travailleurs ou leur indiquer la voie à suivre pour la suite de leur combat, sans se poser la question de savoir pourquoi ils ne se mobilisent pas. Pourquoi se la poseraient-ils puisqu'ils ont réussi à se persuader que leurs divagations allaient se réaliser en confondant l'état d'esprit des masses et leurs intérêts collectifs.

Non seulement ils prêtent aux travailleurs qui se mobilisent un niveau de conscience qui n'est pas le leur, ils l'étendent à l'ensemble des travailleurs, alors que les faits les contredisent. Peu importe puisque cela reste du domaine de la théorie et n'a rien à voir avec la réalité, l'essentiel c'est qu'ils soient convaincus d'avoir raison, comme toujours, et que des incrédules les suivent, et par la suite, qui se souviendra de leurs déclarations tonitruantes sans lendemain, personne ou presque, ils passeront à autre chose et ainsi de suite.

Il ne faut pas chercher ailleurs pourquoi ils n'ont jamais réussi à convaincre les éléments les plus déterminés de la classe ouvrière et des classes moyennes de les rejoindre pour construire le parti. Ils sont incohérents et pas sérieux.

Ils vous diront que les conditions objectives ne sont pas mûres. Soit. Les conditions subjectives non plus. Dans ce cas-là, doit-on attendre que les conditions objectives soient mûres pour construire le parti ? Ils vous répondront non évidemment. Dans ce cas-là, ne pourrait-on pas agir sur les conditions subjectives de manière à ce qu'elles aient suffisamment progressé pour être

mures lorsque les conditions objectives le deviendront également ou pour palier en partie leur manque de maturité, de sorte qu'un processus révolutionnaire puisse s'engager avec une chance d'aboutir sans attendre que la misère sociale se soit étendue à l'ensemble des masses? Ils vous répondront non évidemment. Pourquoi ? Parce qu'ils considèrent que les rapports entre les conditions objectives et subjectives n'ont pas évolué depuis un siècle et demi ou davantage. Bien entendu, ils ne vous le diront jamais tel quel, à les entendre la situation est révolutionnaire et tout serait possible que ce soit en Espagne, en France ou ailleurs. Ils vous sortent ce genre d'aberrations le plus sérieusement du monde en se figurant que les travailleurs vont les croire sur parole, c'est les prendre pour plus ignorants qu'ils sont.

Ils démontrent en permanence qu'ils refusent de partir de la réalité ou de la situation telle qu'elle existe. Par exemple, ils considèrent que l'adoption de réformes sociales a constitué un progrès, ce qui est exact, mais ils refuseront d'admettre qu'elles sont devenues également un puissant obstacle au combat politique pour en finir avec le capitalisme ou changer la société. Pourquoi ? Parce que cela les forcerait à se pencher sur l'aspect subjectif qui était lié à ces réformes sociales et qui allaient éloigner durablement les masses du socialisme du fait de l'interprétation qu'elles faisaient du capitalisme, ce qui allait se graver profondément dans leur cerveau. De la même manière qu'ils ignorent superbement que l'immense majorité des travailleurs ne participent pas à la lutte des classes, ils ne se demanderont pas non plus pourquoi ceux qui y participent n'ont jamais progressé, car à ces questions ils ont des réponses prêtes à l'emploi, c'est de la faute du stalinisme, pour eux ce combat ne mérite pas d'être mené, peu importe comment les travailleurs seront armés théoriquement ou politiquement quand ils se soulèveront contre le régime, ils le vaincront, ils en sont certains et cela ne se discute pas.

D'ailleurs avec eux, qu'est-ce qui se discute ? Rien. Quand se sont-ils posés des questions sur l'indépendance de la Catalogne ? Pourquoi faire, puisqu'ils considèrent qu'elle était acquise ou s'imposait. Dans tous les textes que j'ai mis en ligne ou que vous avez lus ici ou là, où a-t-elle fait l'objet d'une analyse sérieuse en tenant compte du développement des institutions espagnoles depuis 1975, de l'UE, du capitalisme mondial ? Nulle part, à ma connaissance, qui se limite à ce qui est publié sur Internet. On nous dit que le régime est franquiste, une monarchie qui opprime, tyrannise les peuples d'Espagne, tout comme le font tous les régimes envers les exploités sous le capitalisme qu'ils soient républicains ou non, tenez, comme l'ont fait les gouvernements qui se sont succédés en Catalogne. Avez-vous lu quelque part cet argument dans leur littérature ? Evidemment non. Voilà à quoi se réduit la discussion avec ces gens-là, et je ne caricature pas : Le régime en Espagne est franquiste et une monarchie, donc si vous ne soutenez pas l'indépendance de la Catalogne ils vous caractérisent de franquistes, de monarchistes, de réactionnaires, de traîtres, de pablistes, c'est une insulte dans la bouche des lambertistes, bref, vous êtes une ordure, et effectivement on ne discute pas avec les ordures, ils n'ont pas le droit à la parole, ils doivent disparaître. Ils osent tout que voulez-vous.

La déclaration de l'indépendance de la Catalogne ne serait-il le meilleur moyen d'isoler la Catalogne du reste de l'Espagne, et du même coup porter un coup fatal à l'instauration d'une République, donc faire le jeu de Rajoy ou de la réaction, pas seulement en Catalogne mais dans toute l'Espagne ? Ne serait-ce pas à l'origine une mystification destinée à combattre toute velléité d'instaurer une République en Espagne, puisque finalement ceux qui ont poussé le prolétariat à s'engager sur la voie de l'indépendance sont prêts à l'abandonner ?

L'indépendance de la Catalogne n'aurait aucune signification politique pour la classe ouvrière puisqu'elle serait obligée de se soumettre au marché mondial à défaut de rompre avec le capitalisme, en revanche la nature du régime pourrait contribuer à modifier les rapports entre les classes et favoriser le combat pour l'instauration d'une République sociale, c'est en posant la question de la République que se trouve posée la question du pouvoir politique, de l'Etat, et non la question de l'indépendance, de la même manière que la rupture avec l'UE ou l'indépendance vis-à-vis de l'UE ne résout aucune question politique, c'est ce que je me suis acharné à expliquer depuis des années, en vain. La question de la République entraîne la question, quelle République,

quel Etat, quels doivent être les rapports entre les classes dans la République que nous voulons bâtir, doit-on conserver les rapports existant ou doit-on les inverser, qui doit détenir le pouvoir politique, comment doit-il être organisé, de quelles institutions avons-nous besoin pour que ce soit le peuple travailleur qui décide quelle orientation donnée à la société, quel sort réservons-nous aux institutions en place, etc.

Pourquoi s'arc-boutent-ils tous sur la question de l'indépendance et font-ils si peu de cas de celle de la République ? Mais parce qu'il faudrait en préciser la nature sociale, ce qui est éminemment révolutionnaire. Et puis l'indépendance présente d'autres aspects plutôt répugnants, car les régions les plus riches s'en tireraient bien et les plus pauvres n'auraient plus qu'à crever, mais ils pourraient aussi envisager de les vendre à Soros pour une bouchée de pain, par exemple. On doit avoir à l'esprit en permanence le sort de l'ensemble de la classe ouvrière de toute l'Espagne. On ne peut pas s'empêcher de penser qu'abandonner telle ou telle région plus pauvre que les autres est incompatible avec les principes qui définissent une République. Qu'il faille rappeler cela à des "trotskystes" fournit une indication précise sur leur degré de décomposition politique.

En gros, les institutions espagnoles sont similaires à celle qui existent dans la République française, à ceci près nous dira-t-on que c'est le roi et non le président qui nomme le Premier ministre, franchement, quand on a Jupiter ou Macron comme président, on se demande quelle différence il existe réellement entre une monarchie parlementaire et une république parlementaire ! Allons plus loin, certes en France l'article 155 n'existe pas, ce qui n'empêche pas le ministre de l'Intérieur d'envoyer les CRS matraquer et gazer des travailleurs en grève ou qui manifestent pour garder leurs emplois, sans compter que le président de la République détient le pouvoir discrétionnaire de déclarer la guerre à un autre pays... On semble ignorer ou avoir oublié ou encore on n'a jamais voulu admettre ou tenir compte qu'en France on vivait sous une dictature imposée par la même classe qui détient également le pouvoir à Barcelone ou à Madrid. Le mouvement ouvrier et le prolétariat paient aujourd'hui le prix de cet opportunisme, et ce n'est qu'un début.

N'est-on pas en droit de se poser la question de savoir si oui ou non la majorité des travailleurs espagnols considèrent que les institutions espagnoles fonctionnent comme celles d'une République, sans en avoir le titre puisque la monarchie existe toujours en Espagne ?

Le mot d'ordre d'indépendance de la Catalogne a été soigneusement alimenté par une couche de la bourgeoisie catalane et de la petite bourgeoisie qui comptaient en tirer profit tout en bénéficiant de la mansuétude des sommets de la bourgeoisie catalane qui y était farouchement opposée tant que ce mot d'ordre ne dépasserait pas le stade de l'utopie, jusqu'au jour où étant conduites à passer à l'exercice pratique, elles l'abandonnèrent une fois les grandes banques catalanes ayant sifflé la fin de la récréation en délocalisant leurs sièges, suivies par la plupart des grandes et moyennes entreprises.

En adoptant ce mot d'ordre d'indépendance la bourgeoisie catalane pouvait s'allier aux partis dits de gauche ou d'extrême gauche afin de prendre la direction du combat pour l'indépendance de la Catalogne et interdire qu'il se réalise pour le compte de l'ensemble de la bourgeoisie espagnole. En s'alliant avec ces partis, elles comptaient bien faire d'une pierre deux coups en interdisant du même coup l'instauration de la République en Catalogne. L'établissement d'une République était condamné dès le départ en étant lié à l'indépendance de la Catalogne qui ne verrait jamais le jour.

En identifiant le mot d'ordre d'indépendance à celui de la République, ils allaient vider ce dernier de tout contenu social. Il devait servir à détourner la classe ouvrière de la question sociale qui avait pris une acuité particulière et tendait à adopter un contenu politique depuis qu'elle avait été durement frappée par la politique d'austérité menée par le gouvernement depuis 2008, et partant de là elles pouvaient tout du moins en parole se rallier au mot d'ordre de la République, ce qui leur vaudrait le soutien de ce qu'ils appellent la gauche radicale et l'extrême gauche décomposée, tout en sachant d'une part, qu'elles ne feraient aucune concession à ses alliés sur le capitalisme ou

qu'il ne s'agirait en aucun cas de près ou de loin d'instaurer une République sociale, et que d'autre part, Madrid répondrait à toute tentative d'indépendance par une répression féroce, de sorte que ni la République ni l'indépendance ne verraient le jour, en revanche la classe ouvrière subirait une lourde défaite qui devrait servir d'avertissement à la classe ouvrière de toute l'Espagne.

Les partis qui ont pris l'initiative du référendum du 1er octobre ne devraient-ils appeler les travailleurs de l'ensemble de l'Espagne, non pas à soutenir l'indépendance de la Catalogne, mais à adopter la République, et en fonction de l'écho que rencontrerait cet appel, cela permettrait de mesurer avec précision le niveau de conscience politique des travailleurs espagnols.

Quant au sort de la monarchie, ce serait aux travailleurs d'en décider. Bien entendu, nous sommes pour son abolition, mais si une forte proportion ou la moitié des travailleurs y étaient opposés tout en se prononçant pour une République, dans ce cas-là il serait préférable de retirer tous ses pouvoirs au roi sans l'abolir totalement dans un premier temps, et une fois que la République aurait démontré qu'elle rendait de meilleurs services au peuple que la monarchie et qu'il pouvait très bien s'en passer, peut-être au bout d'un an ou deux, son abolition définitive serait juste une formalité qui ne menacerait plus la République, sans doute dans l'indifférence générale.

Il reste un point qu'on a évoqué sans s'y attarder alors qu'il est déterminant, c'est que compte tenu que les institutions espagnoles fonctionnent déjà comme une République bourgeoise ou dominée par la classe des capitalistes, on ne peut combattre que pour une République sociale débarrassée des institutions qui existent actuellement ou dans laquelle ce serait la classe des exploités qui détiendrait le pouvoir. Or, cela ne se réalisera jamais au moyen d'élections ou par le biais de négociations entre les représentants des différentes classes, car les capitalistes n'accepteront jamais d'être dépossédé du pouvoir autrement que par la force, c'est-à-dire à l'issue d'un soulèvement révolutionnaire des masses qui balayerait le régime ou l'Etat de fond en comble.

Dans l'état actuel des choses en Espagne, en l'absence d'un véritable parti ouvrier révolutionnaire ancré dans les masses, si un tel soulèvement devait avoir lieu, dans le meilleur des cas il n'aboutirait qu'à un replâtrage des institutions existantes ou à remettre une couche de vernis démocratique à la monarchie parlementaire. Donc construire ce parti demeure la tâche politique prioritaire en Espagne comme ailleurs, si l'on veut parvenir à en finir avec le capitalisme et ses institutions.

### **Parole d'internaute.**

1- "Aucune classe dominante ne peut tenir le contrôle longtemps quand la crédibilité des idées qui justifient son existence s'est évaporée. A ce stade, elle est forcée d'avoir recours à la coercition, l'intimidation et la censure."

Ne pas oublier :

- la diversion / distraction (toujours plus de people, télé-réalité et sports),
- la division : ce qui se passe sur les rapports hommes/femmes ne trouve pas une chambre de résonance aussi puissante par hasard, il faut "fournir du progrès", quitte à diviser pour en donner à certain(e)s forcément au détriment d'autres en ces temps de non-croissance.

Il suffit ensuite de zoomer sur ceux auxquels on "donne" plus pour se faire une image de progressiste et enrayer la critique..."

En réalité ou surtout, la perte de "crédibilité" des représentants de la classe dominante intervient quand les travailleurs s'aperçoivent qu'ils leur avaient tenu un discours trompeur, et qu'ils

appliquent une politique encore plus encore antisociale que leurs prédécesseurs. Il est toujours bon de remettre les choses à leurs places.

2- "Il y a vingt ans, TIME Magazine a fait un rapport exclusif sur les prouesses des conseillers politiques américains qui avaient réussi – à la grande joie du gouvernement des États-Unis – à assurer la réélection de Boris Eltsine à la présidence russe." <http://numidia-liberum.blogspot.ch/2016/12/il-y-20-ans-les-usa-ont-manipule-les.html>

Le lien du Time : <http://content.time.com/time/subscriber/article/0,33009,984833-2,00.html>

---

## **ACTUALITE EN TITRES**

### **En oligarchie. Ils voulaient dire trop tard !**

- Sondage: pour 50% des Français il est trop tôt pour juger Macron - AFP

### **Assurément... aux riches !**

- "Aux yeux des Français, Macron a au moins le mérite de tenir ses promesses", selon Jean-Daniel Lévy, d'Harris Interactive. - Franceinfo

De Gaulle, Pompidou, Giscard, Mitterrand, Chirac, Sarkozy, Hollande, avaient en commun d'avoir déjà acquis une longue ou riche expérience politique avant de devenir président de la IV<sup>e</sup> République, ils disposaient d'un parti politique et de réseaux solidement établis sur tout le territoire, le statut qu'ils allaient acquérir en fin de parcours était en quelque sorte la consécration de l'engagement de toute une vie au service d'une cause ou d'une classe qu'ils avaient servie avec persévérance et détermination, alors qu'il n'existe rien de tout cela chez Macron.

Macron est un vulgaire aventurier qui n'a manifestement développé aucune faculté particulière, sans vocation, contrairement à ses prédécesseurs ou aux autres membres de sa famille. Il n'a pour ainsi dire pas de passé, chez lui le plus récent a été purement et simplement fabriqué récemment à partir d'opportunité grâce à de tierces personnes qu'il a rencontrées presque par hasard. Sans attache, sans idéal, il n'a rien à perdre, c'est un électron libre qui ne demandait qu'à être manipulé par le plus offrant, pour enfin pouvoir assouvir son ambition refoulée enfouie pendant de longues années sous un tas de complexes qu'il traînait depuis son adolescence.

Pour sa famille, tous médecins de pères en fils du côté paternel et maternel, c'était un raté qui ne savait pas quoi faire de sa peau. Et c'est uniquement le hasard, la rencontre avec la femme d'un banquier qui était son professeur de français, qui le placera dans l'orbite de Jupiter. Un banquier et un père industriel, cela possèdent forcément des relations ou un carnet d'adresses parmi les notables ou les puissants, qui le moment venu allait servir à façonner le personnage idéal, sans passé, sans parti, sans principe, ni scrupule ni morale, qui serait amené à accomplir les tâches les plus viles et sordides que ses nouveaux parrains lui dicteraient et qu'ils assumeraient entièrement, avec zèle.

Enfin il allait exister, il allait être reconnu à sa juste valeur, quoiqu'on puisse douter qu'un type aussi médiocre et servile, mais tout de même pas inculte, parvienne à s'en persuader lui-même, car il sait mieux que quiconque ce qu'il est et ce qu'il vaut réellement, rien, hormis pour ceux qui l'ont placé là où il est aujourd'hui.

Il est censé tirer satisfaction de la surmédiation et des flatteries dont il fait l'objet, c'est dire à quel point il est faible ou vulnérable, insignifiant, ce que son entourage doit constater quotidiennement sans rien laisser paraître, mais est-ce vraiment possible dans tous les cas, on en doute, ce qui explique pourquoi il est très souvent crispé, son visage le trahit.

Comme chez tous les psychopathes qui finissent par croire qu'ils possèdent le pouvoir d'être libres en paroles ou en actes, il va commettre l'erreur d'exprimer crûment ce qu'il pense réellement, mais c'est aussi une manière de relâcher la pression qui pèse sur lui en permanence au point de devenir insupportable ou de lui faire perdre le contrôle de lui-même. Et quand il l'assume, c'est parce que cela lui a procuré un réel soulagement, et quand il se rétracte à demi-mot (ou d'un membre de son entourage corrige ses propos infâmes), c'est parce que ses parrains lui en ont intimé l'ordre, car en réalité il n'a absolument aucune liberté ou pouvoir, c'est un pion, un Kleenex, un homme de paille, une marionnette et rien d'autre.

Il est juste l'homme de la situation dont l'oligarchie avait besoin pour accélérer son offensive contre la classe ouvrière, "et de droite et de gauche" ou "ni de droite ni de gauche", de manière à briser toute velléité de contestation provenant des partis institutionnels sommés de se soumettre sans broncher au diktat de l'oligarchie sous peine d'être broyé impitoyablement, ce qu'elle n'a pas eu besoin de faire avec le PS, mais ce dont LR paya le prix fort.

Macron incarne aussi au plus haut point l'esprit de la Ve République, il en l'expression la plus achevée, dès lors il est normal qu'ils lui aient fixé pour objectif d'achever le sale boulot que depuis De Gaulle ses prédécesseurs n'étaient pas parvenus à finaliser.

Et ce n'est pas un hasard si nous arrivons à la Ve République, c'est l'inverse qui aurait été préoccupant, car c'est bien contre les institutions de la Ve République que nous devons axer notre combat politique pour envisager sérieusement la possibilité de passer au socialisme ou d'instaurer une République sociale, comme en Espagne et ailleurs.

### **Offensive pour détruire ce qui reste de la Sécurité sociale. La carotte et la matraque**

- Ferrand (LREM): 23 millions de salariés vont voir leur feuille de paie augmenter en janvier - AFP

Ici en Inde, le salaire brut et net d'un salarié est identique, aucune retenue à la source. En revanche, il n'a aucun droit social. Je suis dans le même cas.

Avec son salaire, quand il tombe malade ou un membre de sa famille, un travailleur doit régler la totalité des frais médicaux, et s'il n'en a pas les moyens, il empruntera de l'argent à un usurier et il pourra ainsi s'endetter pendant de longues années, sinon il devra se passer de tout traitement ou il recourra à des expédients si le mal est bénin, et dans les cas les plus graves il sera condamné à mort... par cette généreuse société dite démocratique.

Il existe bien l'hôpital public, mais comme il manque cruellement de moyens en personnel beaucoup d'Indiens renoncent à y recourir, car il faut y passer des heures pour une simple consultation, et des jours en cas de complication ou de maladie grave. Or un Indien quand il ne travaille pas, il ne perçoit pas de salaire, donc il hésite à s'absenter de son travail, cruel dilemme.

A l'hôpital public tout n'est pas gratuit, les plus pauvres qui n'ont pas les moyens d'acheter des médicaments pour la durée d'un traitement se voit octroyer les doses correspondant à un ou plusieurs jours, ensuite ils doivent revenir en chercher en se tapant les mêmes heures interminables d'attente.

Je ne suis pas riche loin de là, mais j'ai renoncé à y aller. Je me suis fait ma propre pharmacie et jusqu'à présent cela a suffi pour me soigner. Sinon il existe une autre option, allez dans une

pharmacie et décrire son symptôme afin qu'on vous délivre le médicament qui vous soulagera, mais bon, il faut bien tomber ou connaître le pharmacien, c'est préférable !

### **Sans faute. C'était dans l'ordre des choses.**

- Bush père dit avoir voté Clinton à la présidentielle - AFP

### **Ils osent tout**

### **Comme c'est "cool" l'exploitation, l'oppression... Comment neutraliser la lutte des classes...**

- Bonheur au travail : de la « coolitude » à la démocratie dans l'entreprise - Publicsenat.fr

- Trump: l'attitude de la Corée du Nord est une "menace pour le monde" - AFP

La première année de Donald Trump doit-elle nous faire douter de la démocratie? - Le Huffington Post

Avec quelques 200 guerres à son actif depuis la création, les Etats-Unis avec près de 1000 bases militaires installées sur tous les continents et un budget de la Défense qui avoisine les 1000 milliards de dollars, il est plus que recommandé de douter de l'existence de la démocratie... Et s'il existe une "menace pour le monde", c'est bien l'impérialisme américain.

- Rohingyas: l'ONU accentue sa pression sur la Birmanie - AFP

Par le biais de leurs barbares, ce sont encore les Etats-Unis qui déstabilisent ce pays et se livrent à des massacres de populations civiles innocentes.

### **ONG. Ces officines de la réaction ou la fabrique à illusions dans le capitalisme. La preuve.**

- 'Paradise papers': un espoir contre les paradis fiscaux (ONG) - AFP

Parce que vous devez imaginer ou comprendre que ceux qui profitent en premier lieu des paradis fiscaux et qui sont ceux qui détiennent le pouvoir économique vont s'y attaquer, il faut être un abruti fini pour croire un truc pareil.

Cet exemple peut servir à démasquer très facilement le véritable rôle des ONG pour que les travailleurs et surtout les jeunes s'en détournent.

---

## **ACTUALITÉ DU JOUR**

### **Une campagne orchestrée en haut lieu à l'échelle mondiale...**

... par ceux qui ont fait de la pornographie une industrie juteuse, les proxénètes qui gouvernent le monde.

On sait qu'ils ont de la suite dans les idées, il ne faut jamais l'oublier sinon on ne comprend pas grand chose à la situation, et quelques décennies plus tard ils font l'apologie de l'homosexualité, ils dressent les femmes contre les hommes, c'est toujours préférable que de voir l'ensemble des exploités se dresser contre les exploités...

De la même manière qu'ils prétendent lutter contre le trafic de drogue... qu'ils introduisent eux-mêmes dans le pays, ils répriment sévèrement les consommateurs, puis un beau jour ils décident de légaliser la drogue, ils en font la promotion, ils commercialisent des opiacés à côté desquels l'héroïne ou la morphine sont des cachets d'aspirine et tuent des centaines de milliers d'Américains.

De la même manière qu'ils prétendent lutter contre la violence tout en légalisant la vente d'armes de guerre.

De la même manière qu'ils prétendent lutter contre le terrorisme en finançant et armant Al-Qaïda (Daesh et Al-Nosra, etc.)

Etc, etc. etc.

Vous ne voudriez tout de même pas qu'on marche dans leur combine pourrie, criminelle, n'est-ce pas ? Lecteurs, identifiez tous ceux qui se disent de gauche ou d'extrême gauche qui soutiennent leurs campagnes infâmes et tournez-leur le dos, fuyez-les, c'est aussi un acte de résistance aussi salubre pour vous-mêmes que pour notre cause !

- Harcèlement sexuel : les scandales se multiplient en Europe, des décisions attendues - Franceinfo

### **Alors qu'il est ultra minoritaire et illégitime**

- Violences sexuelles : cent personnalités féminines appellent Emmanuel Macron à décréter "un plan d'urgence" - Franceinfo

Depuis des jours, plusieurs centaines de milliers de messages sont apparus sur les réseaux sociaux pour témoigner de l'ampleur des violences sexuelles que subissent les femmes en France. Une femme sur deux a déjà été victime de violence sexuelle (\*). Certaines ne sont plus là pour signer cette tribune, mortes sous les coups. Certaines sont plus particulièrement concernées parce qu'elles sont en situation de handicap, lesbiennes ou subissent le racisme. (...)

Alors, pourquoi cette lettre? Parce que vous avez le pouvoir de faire en sorte que ces violences sexuelles cessent. La puissance publique a déjà réussi par le passé à changer des mentalités et des comportements qui nous semblaient inamovibles tellement ils étaient ancrés dans nos habitudes.

- elles proposent à Emmanuel Macron (...) à doubler "immédiatement les subventions des associations qui accueillent les femmes au téléphone ou physiquement".

- la création "au collège d'un brevet de la non-violence sur le modèle du brevet de la sécurité routière, obligatoire dès la rentrée prochaine". Puis, l'instauration d'une formation obligatoire des "salarié.e.s et managers à la prévention du harcèlement sexuel au travail". Franceinfo

Qui sont-elles, que représentent-elles ?

Elles sont : journaliste, comédienne, auteur-interprète, auteure-compositrice, scénariste, réalisatrice, réalisatrice, cinéaste, chanteuse, éditrice, écrivaine, artiste plasticienne, dessinatrice, médecin, avocate, économiste, préfète honoraire, présidente de l'Institut Robert Schuman, présidente de l'UNEF, enseignante-chercheuse, historienne, philosophe, YouTubeuse. (Source : JDD - [www.lejdd.fr](http://www.lejdd.fr))

Qui visent ces vipères de la petite bourgeoisie : les travailleurs et la jeunesse. De qui font-elles le jeu ? Vous l'avez deviné. J'ai noté que deux membres de la CGT avaient signé cette pétition, rien d'étonnant, la CGT a appelé à voter Macron.

### **Comme quoi parallèlement ils font tout pour que le peuple soit obsédé par le sexe.**

Trouvé par hasard en lisant un article du Point (Paradise Papers : les astuces fiscales de Bono), cela figurait dans le bandeau vertical à droite de l'écran. Sinon, absolument tous les jours en se connectant sur les pages Yahoo politique et monde, au même endroit à l'écran, ils proposent des articles sur des people féminines à moitié dénudées, parfois sur les plateaux de télé (Hanouna par exemple hier).

#### **Le tour du monde du sexe**

- Le tour du monde du sexe : la générosité sexuelle incomparable des Canelas
- Le tour du monde du sexe : la chambre d'amour des fillettes kreungs
- Le tour du monde du sexe : les Papous Sambia buveurs de sperme
- Le tour du monde du sexe : la beauté des petites lèvres vaginales sur les îles de Chuuk
- Le tour du monde du sexe : chez les Wodaabe, les hommes jouent aux pin-up
- Le tour du monde du sexe : les Tahitiennes, pas si libérées que cela
- Le tour du monde du sexe : les organes génitaux remodelés des Hawaïens
- Le tour du monde du sexe : les hyper-refoulés d'Inis Oirr
- Le tour du monde du sexe : les Moso, sans père ni mari
- Le tour du monde du sexe : chez les Nyinba, les frères partagent la même épouse
- Le tour du monde du sexe : la femme collective des Bashilele

Ce n'est pas innocent.

Les hommes, qui se livrent à des attouchements sur des femmes dans la rue ou n'importe où, ont un problème et ils ne parviennent plus à se contrôler. Soit ils n'ont pas de partenaire pour assouvir leurs pulsions sexuelles, soit leur partenaire ne leur donne pas satisfaction, ou alors elle ne leur suffit pas et ils ne se fixent plus de limites, cela devient obsessionnel chez eux.

Mais qui a poussé les hommes (comme les femmes) à adopter un individualisme effréné ou chacun se croit tout permis ou presque en manquant singulièrement de respect envers les autres dans tous les domaines, sinon ceux qui nous gouvernent depuis des décennies.

Ils s'emploient systématiquement à pourrir tous les rapports dans la société, afin de conduire toutes les couches à s'affronter entre elles au lieu de diriger leurs coups contre le régime, c'est la raison pour laquelle il ne faut absolument rien leur lâcher, ne rien laisser passer et les combattre sur tous les fronts à la fois, sinon nous sommes perdus.

---

## **INFOS EN BREF**

### **POLITIQUE**

#### **1- Arabie saoudite. - Liban.**

**- Purge sans précédent en Arabie saoudite: princes, ministres, ex-ministres arrêtés - AFP**

Onze princes et des dizaines de ministres, anciens et actuels, ont été arrêtés samedi soir en Arabie saoudite, selon des médias, au cours d'une purge sans précédent qui doit permettre au jeune prince héritier de consolider son pouvoir.

Parallèlement, les puissants chefs de la Garde nationale saoudienne, une force d'élite intérieure, et de la Marine ont été limogés.

Ces arrestations et limogeages sont intervenus quelques heures après la création, par décret royal, d'une commission anticorruption dirigée par le prince héritier et homme fort du royaume ultra-conservateur, Mohammed ben Salmane, âgé de 32 ans et surnomé MBS.

Selon la chaîne satellitaire Al-Arabiya, à capitaux saoudiens, onze princes, quatre ministres et des dizaines d'anciens ministres ont été arrêtés alors que la commission a lancé une enquête sur les inondations qui ont dévasté en 2009 la ville portuaire de Jeddah (ouest), sur la mer Rouge, à la suite de pluies torrentielles, faisant une centaine de morts.

L'agence de presse officielle saoudienne SPA a indiqué que le but de la commission était de "préserver l'argent public, punir les personnes corrompues et ceux qui profitent de leur position".

Le conseil des religieux a rapidement réagi sur son compte Twitter en affirmant que la lutte contre la corruption était "aussi importante que le combat contre le terrorisme".

Parmi les personnes arrêtées figure le prince et milliardaire Al-Walid ben Talal, selon des sites web saoudiens. Cette information n'a pas été confirmée officiellement.

Une source aéroportuaire a par ailleurs indiqué à l'AFP que les forces de sécurité avaient cloué au sol des avions privés à Jeddah, pour empêcher que certaines personnalités quittent le territoire.

"L'étendue et l'ampleur de ces arrestations semblent être sans précédent dans l'histoire moderne de l'Arabie saoudite", a affirmé à l'AFP Kristian Ulrichsen, spécialiste du Golfe à l'institut Baker de l'université Rice, aux Etats-Unis.

"Si la détention du prince Al-Walid ben Talal se confirme, elle constituera une onde de choc sur le plan intérieur et dans le monde des affaires internationales", estime cet expert.

Contrôlant les principaux leviers du gouvernement, de la défense à l'économie, Mohammed ben Salmane semble chercher à étouffer les contestations internes avant tout transfert formel du pouvoir par son père, le roi Salmane, âgé de 81 ans.

Fin octobre, MBS, issu de la jeune génération princière saoudienne, a promis une Arabie "modérée", en rupture avec l'image d'un pays longtemps considéré comme l'exportateur du wahhabisme, une version rigoriste de l'islam qui a nourri nombre de jihadistes à travers le monde.

"Nous n'allons pas passer 30 ans de plus de notre vie à nous accommoder d'idées extrémistes et nous allons les détruire maintenant", avait-il assuré sous les applaudissements des participants à un forum économique baptisé le "Davos dans le désert" qui avait attiré 2.500 décideurs du monde entier.

Il a lancé plusieurs chantiers de réformes -- droit de conduire pour les femmes et ouvertures de cinémas notamment -- qui marquent le plus grand bouleversement culturel et économique de l'histoire moderne du royaume, avec une marginalisation de fait de la caste des religieux conservateurs.

Dans le même temps, il a oeuvré pour renforcer son emprise politique sur le pouvoir, procédant notamment en septembre à une vague d'arrestations de dissidents, dont des religieux influents et des intellectuels.

Selon des analystes, nombre de ces dissidents critiquaient la politique étrangère musclée du jeune prince héritier, comme le boycott du Qatar, ainsi que certaines réformes comme la privatisation d'entreprises publiques et la réduction des subventions de l'Etat. AFP

#### **- Al-Walid ben Talal: un prince milliardaire saoudien haut en couleur - AFP**

Dans cet article, l'AFP en faisait l'éloge... Cela ne vous étonne pas, n'est-ce pas ? Bravo !

#### **- Un vice-gouverneur saoudien tué dans le crash d'un hélicoptère - Reuters**

Le vice-gouverneur de la province d'Asir, en Arabie saoudite, et plusieurs de ses collaborateurs ont été tués dimanche dans le crash d'un hélicoptère, rapporte la chaîne de télévision publique saoudienne Ekhbariya.

Selon le journal saoudien Okaz, ces responsables survolaient un secteur près de la côte de la province d'Asir, près de la frontière du Yémen, quand l'avion s'est écrasé.

La presse ne précise pas la cause du crash. Reuters 6 novembre 2017

#### **- La coalition saoudienne ferme les accès au Yémen - Reuters**

La coalition militaire conduite par l'Arabie saoudite a décidé de fermer temporairement tous les accès aériens, terrestres et maritimes au Yémen afin d'empêcher l'armement par l'Iran des rebelles chiites Houthi, rapporte lundi l'agence de presse saoudienne SPA.

#### **- La stabilité du Liban prioritaire pour le président Aoun - Reuters**

Deux jours après la démission du Premier ministre Saad Hariri, le président libanais Michel Aoun a souligné lundi que la stabilité sécuritaire, économique, financière et politique du Liban était une "ligne rouge" lors d'une réunion à Beyrouth liée aux questions de sécurité.

"Le chef de l'Etat attend le retour de Hariri pour l'entendre personnellement", a déclaré le ministre de la Justice Salim Jreissati à l'issue de ce conseil qui s'est tenu au palais présidentiel de Baabda. "Cette démission doit être volontaire dans tous les sens du terme", a-t-il ajouté. Reuters 7 novembre 2017

#### **- La France demande à l'Arabie saoudite de libérer le PM libanais - Réseau Voltaire**

Le gouvernement français est intervenu auprès du prince héritier saoudien, Mohamed Ben Salmane, pour qu'il libère le Premier ministre libanais, Saad Hariri, actuellement aux arrêts à l'hôtel Ritz de Riyad avec plusieurs des personnalités arrêtées lors du coup de Palais. Il est impossible de le joindre.

Monsieur Hariri a annoncé depuis l'hôtel Ritz qu'il démissionnait de ses fonctions au Liban. Cependant, selon la Constitution libanaise, il reste en charge des affaires courantes dans l'attente de son successeur. Il a informé directement le président Michel Aoun par téléphone de sa démission, mais n'en a pas exposé le motif.

Dans un discours télévisé, le secrétaire général du Hezbollah, sayyed Hassan Nasrallah, a pris la défense de Saad Hariri, leader de la Coalition opposée à son parti. Il a dénoncé une ingérence saoudienne dans les affaires libanaises.

Le président Michel Aoun a réuni lundi matin un Conseil de défense au palais de Babda pour déterminer les réactions à la disparition inattendue du Premier ministre. Il ne semble pas considérer comme valide une démission par téléphone et ne devrait en tenir compte que si le Premier ministre revenait au Liban la lui annoncer en personne.

La classe dirigeante libanaise fait preuve de circonspection, à l'exception de l'ancien directeur de la Police, Achraf Rifi, rentré d'exil pour succéder à Saad Hariri. Selon lui, le président Aoun doit prendre ses responsabilités et choisir d'urgence un nouveau Premier ministre.

Saad Hariri ayant la double nationalité saoudo-libanaise, il ne peut bénéficier de l'immunité diplomatique en Arabie saoudite. Réseau Voltaire 6 novembre 2017

### **- Le Hezbollah accuse Ryad d'avoir contraint Hariri à la démission - Reuters**

Le chef du Hezbollah, Sayyed Hassan Nasrallah, a estimé dimanche que la décision du Premier ministre libanais, Saad Hariri, de démissionner lui avait été dictée par l'Arabie saoudite.

"Cette démission est une décision saoudienne qui a été imposée à Saad Hariri", a-t-il dit dans un discours télévisé, au lendemain de l'annonce surprise faite en Arabie saoudite par le chef du gouvernement d'union nationale, en poste depuis janvier.

"De légitimes questions" se posent en outre, a ajouté le chef de la milice chiite, sur le point de savoir si Saad Hariri dispose de sa pleine liberté de mouvement en Arabie saoudite.

Dans l'entourage de Saad Hariri, qui possède la nationalité saoudienne, on dément avec la plus grande fermeté qu'il ait été placé en état d'arrestation ou forcé de démissionner.

Sayyed Hassan Nasrallah a invité les Libanais à faire preuve de calme face à cette nouvelle crise politique d'ampleur et à ne pas manifester car "cela n'aboutirait à aucun résultat".

Les dirigeants politiques libanais, a-t-il dit, s'attendent à ce que Saad Hariri rentre au Liban jeudi, si toutefois "on l'autorise à voyager".

Le président libanais, Michel Aoun, n'acceptera pas la démission du Premier ministre tant qu'il ne sera pas revenu en expliquer les raisons, dit-on dans son entourage.

En annonçant sa démission, Saad Hariri a accusé le Hezbollah chiite et l'Iran qui le soutient de semer la discorde dans la région et dit craindre pour sa vie.

Le journal saoudien Acharq al Aoussat, citant des sources non identifiées, écrit dimanche que des services de renseignement occidentaux l'ont averti qu'une tentative d'assassinat à son encontre était en préparation.

Selon la chaîne de télévision saoudienne Al Arabiya al Hadath, il a échappé jeudi à une tentative de meurtre alors qu'il se trouvait encore à Beyrouth. Le général Abbas Ibrahim, chef de la Sûreté libanaise, a assuré dimanche n'avoir eu vent d'aucun complot visant une personnalité politique.

La démission du chef du gouvernement libanaise risque dans un premier temps de raviver les tensions entre Téhéran et Ryad, qui se disputent le leadership régional, et entre les différentes communautés religieuses libanaises.

Elle remet en outre en question la survie de la coalition gouvernementale formée fin 2016 après des années d'impasse politique et dont la difficile mise sur pied avait été perçue comme une victoire pour le Hezbollah.

Le "pacte national" au Liban, accord non écrit conclu en 1943, réserve la présidence à un chrétien maronite, le poste de chef du gouvernement à un sunnite et la présidence de la Chambre des députés à un chiite. Saad Hariri avait déjà été à la tête d'un gouvernement d'union nationale de 2009 à 2011. Reuters 6 novembre 2017

### **- L'Arabie saoudite accuse le Liban de lui avoir déclaré la guerre - Reuters**

L'Arabie saoudite a estimé lundi que le Liban lui avait déclaré la guerre en raison de ce qu'elle considère comme des agressions commises dans le royaume par le Hezbollah libanais, soutenu par l'Iran.

Le gouvernement libanais sera "traité comme un gouvernement qui a déclaré la guerre à l'Arabie saoudite", a affirmé le ministre saoudien des Affaires du Golfe, Thamer al Sabhan, dans un entretien à la chaîne de télévision Al Arabiya.

Sabhan a précisé que le message avait été transmis au Premier ministre libanais Saad Hariri, allié des Saoudiens, qui a annoncé sa démission samedi depuis Ryad.

Les actes d'"agression" commis par le Hezbollah contre le royaume saoudien "sont considérés comme une déclaration de guerre contre l'Arabie saoudite par le Liban et par le parti libanais du diable", a ajouté Thamer al Sabhan.

Deux jours après la démission de Saad Hariri, le président libanais Michel Aoun a rappelé lundi que la stabilité sécuritaire, économique, financière et politique du Liban était une "ligne rouge" lors d'une réunion à Beyrouth liée aux questions de sécurité.

"Le chef de l'Etat attend le retour de Hariri pour l'entendre personnellement", a déclaré le ministre de la Justice Salim Jreissati à l'issue de ce conseil qui s'est tenu au palais présidentiel de Baabda. "Cette démission doit être volontaire dans tous les sens du terme", a-t-il ajouté. Reuters 7 novembre 2017

## **2- Italie**

### **- Scrutin régional en Sicile, test avant les élections en Italie - Reuters**

Le candidat au poste de gouverneur de Sicile de la coalition de centre droit soutenue par Silvio Berlusconi est en tête avec une courte avance sur le Mouvement 5 Etoiles (M5S), si l'on en croit des sondages sortie des urnes publiés dimanche soir.

L'élection du gouvernement régional dans l'île est considérée comme une répétition à grande échelle en vue des élections législatives prévues d'ici mai prochain en Italie.

La course s'annonçait serrée en Sicile entre une alliance de partis de droite et le M5S anti-système.

Elle l'a été, le candidat de la droite, Nello Musumeci, obtenant de 35% à 40% des suffrages exprimés, et celui du M5S, Giancarlo Cancelleri, entre 33% et 38%.

Fabrizio Micari, candidat soutenu par le Parti démocrate (PD) au pouvoir en Sicile et au niveau national, a apparemment souffert des dissensions internes, et arriverait loin derrière en troisième position avec vingt points de moins.

Renforcée par le retour dans la campagne électorale de l'ancien chef du gouvernement Silvio Berlusconi, la droite a à cœur de récupérer sa traditionnelle prééminence sur la Sicile et montrer qu'après des années de scandales, elle est redevenue une force à ne pas sous-estimer.

Le Mouvement 5 Etoiles, lui, n'a jamais dirigé de région mais espère qu'une victoire en Sicile le propulsera vers un succès à l'échelle nationale.

Une mauvaise performance de Fabrizio Micari risque de mettre en difficulté le chef de file du PD et ancien président du Conseil Matteo Renzi. Le PD a fait l'objet d'une scission cette année. Les membres de son aile gauche l'ont quitté pour lancer une formation nettement plus à gauche.

Au niveau national, le Mouvement 5 Etoiles est en tête avec 27% des intentions de vote, juste devant le Parti démocrate.

Les partis de la coalition de droite, Forza Italia, le parti de Silvio Berlusconi, et la Ligue du Nord, sont crédités chacun de 14% des intentions de vote au niveau national. Reuters 6 novembre 2017